

**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DE
LA FONCTION PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA GESTION DES
CARRIERES ET DES EVALUATIONS**

BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

Visa CF N° 08264
19/10/2009

Arrêté n°2009 2144 /MFPRE/SG/DGFP/DGCE
portant délégation de signature du Ministre de la
fonction publique et de la réforme de l'Etat au
Directeur général de la fonction publique pour
des actes de gestion des agents de la fonction publique



**Le Ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat**

- Vu la Constitution ;
- Vu le décret n°2007-349/PRES du 4 juin 2007, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008, portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007, portant attributions des membres du gouvernement ;
- Vu la loi n°013-98/AN du 28 avril 1998, portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique et son modificatif n° 019-2005/AN du 18 mai 2005 ;
- Vu le décret n°2008-788/PRES/PM/MFPRE/MEF/MATD du 12 décembre 2008, portant modalités de délégation de compétence dans les administrations publiques du Burkina Faso.
- Vu l'arrêté n° 2009-535/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 27 mars 2009, portant liste des actes de gestion des agents de la fonction publique dévolus aux Présidents d'Institution et aux Ministres et son modificatif n°2009-0991/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 7 mai 2009 ;

A R R E T E

Article 1 : Le Directeur général de la fonction publique reçoit délégation de signature pour les actes de gestion des agents de la fonction publique dans les domaines ci-après durant la période allant du 19 octobre 2009 au 22 novembre 2009 :

I – Actes de gestion concernant l'ensemble des agents de la fonction publique.

1. l'intégration/l'engagement ;
2. l'ouverture de concours ;
3. l'admission aux concours ;
4. la mise en position de stage de formation ;
5. la prolongation de stage de formation ;
6. la remise en activité après stage de formation ;
7. le reclassement après stage de formation, concours et examen professionnels ;
8. la révision de situation administrative ;
9. la reconstitution de carrière ;
10. la nomination de présidents et membres de jurys de surveillance, d'anonymat et de délibération des concours ;
11. la mise en place du conseil consultatif de la fonction publique (CCFP) ;
12. la nomination des membres du CCFP ;
13. le licenciement ;
14. la révocation ;
15. la mise à disposition initiale ;
16. la réquisition ;
17. le renouvellement de réquisition ;
18. le congé de maladie de longue durée ;
19. la titularisation ;
20. l'avancement de classe ou prime de rendement ;
21. l'ouverture et l'admission aux examens professionnels ;
22. la retraite pour limite d'âge ;
23. la retraite d'office ;
24. la retraite anticipée ;
25. la démission ;
26. la fin d'engagement ;
27. le relevé général des services (RGS) ;

II - Actes de gestion concernant les agents relevant du Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

1. la mise à la disposition d'un département ministériel ou d'une institution ;
2. l'avancement d'échelon ;
3. la disponibilité ;
4. le renouvellement de disponibilité ;
5. la fin de disponibilité et de remise en activité ;
6. la suspension de fonction ;
7. la levée de suspension de fonction ;
8. le détachement ;
9. le renouvellement de détachement ;
10. la fin de détachement et de remise en activité ;
11. la mise en position de stage de perfectionnement ;
12. la remise en activité après le stage de perfectionnement ;
13. la mise en position de spécialisation ;
14. la remise en activité après le stage de spécialisation ;
15. le congé maladie de courte durée supérieure à sept (7) jours et inférieure à trois (3) mois ;
16. la bonification d'échelon pour décoration ;
17. la prime d'ancienneté ;
18. le congé de maternité et de paternité ;
19. l'affectation ;
20. l'exclusion temporaire de fonction de seize (16) jours au minimum et de trente (30) jours au maximum ;
21. le congé administratif ;
22. la suspension de contrat ;
23. le renouvellement de suspension de contrat ;
24. la fin de suspension de contrat et de remise en activité.

Article 2 : Pour tous les actes susvisés à l'article 1, la signature sera précédée de la mention « pour le ministre et par délégation le Directeur général de la fonction publique ».

Article 3 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 19/10/2009

Ampliatiions :

- 1 - PM
- 1 - MFPRE
- 1 - Tout Ministère
- 1 - Toute Institution
- 1 - DGCF
- 1 - D S
- 1 - DGTCP
- 1 - CARFO
- 1 - J.O



Soungalo OUATTARA

Officier de l'ordre national